

F. 2001 — 455

[C — 2001/27098]

25 JANVIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine le règlement général sur les bâtisses relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ou parties de bâtiments ouverts au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 76, alinéa 1^{er}, 6, remplacé par le décret du 27 novembre 1997, l'article 414, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999, et les articles 415/1, 415/10 et 415/16 remplacés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées du 26 juin 2000;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées du 29 juin 2000;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 30.550/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 septembre 2000 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 414 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 414. § 1^{er}. Le présent chapitre s'applique aux actes et travaux soumis à permis d'urbanisme en vertu de l'article 84, § 1^{er}, et relatifs aux bâtiments, parties de bâtiments ou espaces suivants :

- 1° les immeubles destinés à l'accueil ou l'hébergement de personnes âgées ou handicapées;
- 2° les hôpitaux et cliniques;
- 3° les centres d'aide médicale, psychique, familiale et sociale;
- 4° les bâtiments et espaces destinés aux activités socio-culturelles, sportives, récréatives ou touristiques, ainsi que les plaines de jeux;
- 5° les établissements destinés à la pratique du culte, les centres funéraires et les cimetières;
- 6° les bâtiments et infrastructures scolaires, universitaires et de formation, les internats et les homes pour étudiants;
- 7° les établissements pénitentiaires et de rééducation;
- 8° les bâtiments et infrastructures où sont assurées des missions de service public, notamment les maisons communales, les cours et tribunaux et leur greffe, les bureaux de poste, les gares, les aérogares et les stations de chemin de fer, de métro et de bus, en ce compris les quais;
- 9° les banques et autres établissements financiers;
- 10° les immeubles à usage de bureaux, les commerces, centres commerciaux, hôtels, auberges, restaurants et cafés;
- 11° les parties communes, y compris les portes d'entrée de chaque logement des immeubles à logements multiples desservis par un ascenseur, les parties communes y compris les portes d'entrée de chaque logement du rez-de-chaussée des immeubles dépourvus d'ascenseur, sont assimilés aux logements, les studios, flats et kots;
- 12° les parkings d'au moins 10 emplacements et les immeubles destinés au parking;
- 13° les toilettes publiques;
- 14° les trottoirs et espaces, publics ou privés, desservant les bâtiments et infrastructures visés au présent §, ainsi que le mobilier urbain qui y est implanté.

§ 2. Le présent chapitre ne s'applique pas :

- 1° aux actes et travaux relatifs à des constructions existantes :
 - lorsque les actes et travaux ne constituent pas des transformations majeures;
 - lorsque la superficie accessible au public des bâtiments visés au § 1^{er}, 10°, est inférieure à 150 m²;
 - lorsque les actes et travaux constituent des transformations majeures et que les cages d'ascenseur, les couloirs et les dégagements existants sur le parcours obligé des personnes à mobilité réduite, et qui ne font pas l'objet de travaux, ont une largeur inférieure à 90 centimètres ou ne permettent pas, aux changements de direction, l'installation d'une aire de manœuvre libre d'obstacles de 120 centimètres de diamètre;
 - lorsque les actes et travaux ne remettent pas en cause l'accès des personnes à mobilité réduite aux diverses fonctions de l'établissement concerné et aux locaux sanitaires.

Par transformations majeures, il faut entendre des actes et travaux soit portant atteinte aux structures portantes du bâtiment ou de l'infrastructure, soit modifiant la destination de tout ou partie du bâtiment ou de l'infrastructure, soit portant extension du bâtiment ou de l'infrastructure;

2° aux travaux de renouvellement du revêtement, de conservation ou d'entretien des trottoirs et espaces publics ou privés visés au § 1^{er}, 14°;

3° lorsqu'il s'agit de biens immobiliers classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde et, en ce qui concerne les trottoirs et espaces publics, dans les périmètres d'application du règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme visé au chapitre XVII du titre I^{er} du livre IV;

4° aux espaces destinés aux activités socio-culturelles, sportives et touristiques lorsque la spécificité de ces espaces les rendent par nature et de manière évidente et incontestable inaccessibles aux personnes à mobilité réduite. »

Art. 2. A l'article 415/1, alinéa 1^{er}, phrase liminaire, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999, les mots « Tous bâtiments, locaux ou enceintes visés à l'article 414 ainsi que les locaux et les immeubles visés aux points 2 et 3 de cet article » sont remplacés par le mots « Sans préjudice de l'article 414, § 2, tous bâtiments, parties de bâtiments ou espaces visés à l'article 414, § 1^{er} ».

Art. 3. A l'article 415/10, alinéa 1^{er}, phrase liminaire, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999, les mots « 180 centimètres sur 220 centimètres » sont remplacés par les mots « 150 centimètres sur 150 centimètres ».

Art. 4. A l'article 415/16, alinéa unique, phrase liminaire, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999, les mots « Les voiries, espaces et mobilier visés à l'article 414, 3° » sont remplacés par les mots « Les trottoirs, espaces et mobilier visés à l'article 414, § 1^{er}, 14° ».

Art. 5. A l'article 415/16, alinéa unique, 1°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999, les mots « La porte transversale de ce cheminement ne dépasse pas 2 centimètres par mètre; » sont remplacés par les mots « La pente transversale de ce cheminement ne dépasse pas 2 centimètres par mètre; ».

Art. 6. A l'article 415/16, alinéa unique, 7°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999, les mots « coulissantes et non basculantes. » sont remplacés par les mots « non débordantes. ».

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 janvier 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 455

[C — 2001/27098]

25. JANUAR 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe der allgemeinen Bauordnung bezüglich der Zugänglichkeit von öffentlichen oder zur kollektiven Benutzung bestimmten Flächen, Gebäuden und Gebäudeteilen für Personen mit eingeschränkter Beweglichkeit, und deren Benutzung durch diese Personen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 76, Absatz 1, 6, ersetzt durch das Dekret vom 27. November 1997, des Artikels 414, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999, und der Artikel 415/1, 415/10 und 415/16, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999;

Aufgrund des am 26. Juni 2000 abgegebenen Gutachtens des "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées" (Wallonischen Beirats für behinderte Personen);

Aufgrund des am 29. Juni 2000 abgegebenen Gutachtens des Geschäftsausschusses der "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);

Aufgrund der Beschlussfassung der Wallonischen Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 27. September 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 30.550/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 ersetzte Artikel 414 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, wird durch den folgenden Text ersetzt:

«Art. 414 - § 1. Vorliegendes Kapitel findet Anwendung auf Handlungen und Arbeiten, die aufgrund von Artikel 84, § 1, einer Städtebaugenehmigung bedürfen und die die folgenden Gebäude, Gebäudeteile bzw. Flächen betreffen:

1° Alten- und Behindertenheime;

2° Krankenhäuser und Kliniken;

3° Zentren für medizinische, psychische, Familien- und Sozialhilfe;

4° Gebäude und Flächen für sozio-kulturelle, Sport-, Erholungs- oder touristische Tätigkeiten, sowie Spielgelände;

5° Kultbauten, Bestattungshäuser sowie Friedhöfe;

6° Schul-, Universitäts- und Bildungsgebäude, Internate und Studentenheime;

7° Straf- und Erziehungsanstalten;

8° Gebäude und Einrichtungen, wo Aufgaben öffentlichen Dienstes gewährleistet werden, nämlich Stadthäuser, Gerichtshöfe, Gerichte und deren Kanzleien, Postämter, Bahnhöfe, Flughafengebäude, Bahnstationen, U-Bahn-Stationen und Bushaltestellen, einschließlich der Bahnsteige;

9° Banken und andere Geldinstitute;

10° Bürogebäude, Geschäfte, Geschäftszentren, Hotels, Gasthöfe, Restaurants und Cafés;

11° die gemeinschaftlichen Gebäudeteile, einschließlich der Eingangstüren jeder Wohnung in mit einem Aufzug ausgestatteten Appartementgebäuden, die gemeinschaftlichen Gebäudeteile, einschließlich der Eingangstüren jeder Wohnung des Erdgeschosses der Appartementgebäude ohne Aufzug; Studios, Einzimmerwohnungen oder Studentenzimmern werden Wohnungen gleichgestellt;

12° Parkplaatsen met minstens 10 Stellplaatsen en Parkhuizen;

13° Openbare Toiletten;

14° Burgersteige en Freiräume, met openbaar of privaat karakter, die tot den in het voorliggende Absatz erwähnten Gebäuden en Infrastrukturen führen, sowie das dort aufgestellte Straßenmobiliar.

§ 2. Das vorliegende Kapitel findet keine Anwendung auf:

1° die Handlungen und Arbeiten bezüglich schon bestehender Gebäude:

— wenn die Handlungen und Arbeiten keinen wesentlichen Umbau bedeuten;

— wenn die der Öffentlichkeit zugängliche Fläche der in § 1, 10° erwähnten Gebäude unter 150 m² liegt;

— wenn die Handlungen und Arbeiten einen wesentlichen Umbau bedeuten, und die Aufzugsschächte, Gänge und Korridore, die von Personen mit eingeschränkter Beweglichkeit systematisch benutzt werden, und an denen keine Arbeiten durchgeführt werden, weniger als 90 cm breit sind oder nicht erlauben, dass bei Richtungsänderungen eine hindernisfreie Wendefläche mit einem Durchmesser von 120 cm angelegt wird;

— wenn die Handlungen und Arbeiten den Zugang der Personen mit eingeschränkter Beweglichkeit zu den verschiedenen Funktionen des betreffenden Gebäudes und zu den Sanitärräumen nicht beeinträchtigen.

Unter wesentlichem Umbau versteht man die Handlungen und Arbeiten, die entweder die Tragstruktur des Gebäudes bzw. der Einrichtung treffen oder eine Änderung der Zweckbestimmung des ganzen Gebäudes bzw. der ganzen Einrichtung oder eines Teils davon, oder aber einen Ausbau des Gebäudes bzw. der Einrichtung zur Folge haben;

2° die Arbeiten zur Ersetzung der Beläge, Erhaltung oder Instandhaltung der in § 1 14° erwähnten Bürgersteige und Freiräume mit öffentlichem oder privatem Charakter;

3° wenn es sich um denkmalgeschützte bzw. in der Schutzliste eingetragene Immobiliengüter handelt, und, was Bürgersteige und Freiräume mit öffentlichem Charakter angeht, innerhalb der Anwendungsgebiete der in Kapitel XVII von Titel I, Buch IV erwähnten für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltenden allgemeinen Bauordnung;

4° die Flächen, die für sozio-kulturelle, Sport- und touristische Tätigkeiten bestimmt sind, wenn diese Flächen aufgrund ihrer spezifischen Eigenschaften von Natur aus für Personen mit eingeschränkter Beweglichkeit deutlich und unbestreitbar unzugänglich sind.»

Art. 2 - In Artikel 415/1, Absatz 1, Einleitungssatz des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999, wird der Wortlaut "Alle in Artikel 414 erwähnten Gebäude, Räumlichkeiten oder Einzäunungen sowie die in Pos. 2 und 3 dieses Artikels erwähnten Räumlichkeiten und Gebäude" durch den Wortlaut "Alle in Artikel 414, § 1 erwähnten Gebäude, Gebäudeteile oder Räume, unbeschadet des Artikels 414 § 2," ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 415/10, Absatz 1, Einleitungssatz des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999, wird der Wortlaut "180 cm x 220 cm" durch den Wortlaut "150 cm x 150 cm" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 415/16, einzigem Absatz, Einleitungssatz des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999, wird der Wortlaut "Die in Artikel 414, 3° erwähnten Verkehrswege, Freiräume und Mobiliar" durch den Wortlaut "Die in Artikel 414, § 1, 14° erwähnten Verkehrswege, Freiräume und Mobiliar" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 415/16, einzigem Absatz, 1° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999, wird der Wortlaut "Die Quertür zu diesem Weg überschreitet nicht 2 cm pro Meter" durch den Wortlaut "Das Quergefälle zu diesem Weg überschreitet nicht 2 cm pro Meter" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 415/16, einzigem Absatz, 7° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999, wird der Wortlaut "keine Schwingtore sondern Schiebetüren" durch den Wortlaut "keine Türen mit vorspringenden Flügeln" ersetzt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Januar 2001

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

VERTALING

N. 2001 — 455

[C — 2001/27098]

25 JANUARI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging, in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, van het algemeen reglement op de bouwwerken wat betreft de ruimten en gebouwen of gedeelten van gebouwen die bestemd zijn voor het publiek of voor gemeenschappelijk gebruik en hun toegankelijkheid voor en gebruik door personen met verminderde beweeglijkheid

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 76, eerste lid, 6°, vervangen bij het decreet van 27 november 1997, op artikel 414, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999, en op de artikelen 415/1, 415/10 en 415/16, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999;

Gelet op het advies van de "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées" (Waalse raad van advies voor gehandicapte personen), gegeven op 26 juni 2000:

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waalse agentschap voor de integratie van gehandicapte personen handicapées), gegeven op 29 juni 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over de aanvraag om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk één maand;

Gelet op het advies 30.550/4 van de Raad van State, uitgebracht op 27 september 2000 krachtens artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 414 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999, wordt vervangen als volgt :

« Art. 414. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de handelingen en werken waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is overeenkomstig artikel 84, § 1, en die uitgevoerd worden in volgende gebouwen, gedeelten van gebouwen en ruimten :

- 1° gebouwen waar bejaarde of gehandicapte personen worden opgevangen of ondergebracht;
- 2° ziekenhuizen en klinieken;
- 3° centra die medische, psychische, familiale en sociale hulp verlenen;
- 4° gebouwen en ruimten die bestemd zijn voor sociaal-culturele, sport-, ontspannings- of toeristische activiteiten, alsmede speelruimten;
- 5° inrichtingen die bestemd zijn voor de eredienst, rouwcentra en begraafplaatsen;
- 6° schoolgebouwen en -infrastructuren, universitaire en vormingsinfrastructuren, internaten en studententehuizen;
- 7° strafinrichtingen en heropvoedingscentra;
- 8° infrastructuren waar openbare opdrachten uitgevoerd worden, namelijk gemeentehuizen, hoven, rechtbanken en griffies, postkantoren, stations, luchthaventerminals en spoorweg-, metro- en busstations, met inbegrip van de perrons;
- 9° banken en andere financiële instellingen;.
- 10° gebouwen die bestemd zijn voor kantoren, winkels, handelscentra, hotels, herbergen, restaurants en cafés;
- 11° de gemeenschappelijke gedeelten, met inbegrip van de ingang van iedere woning in flatgebouwen met lift, de gemeenschappelijke gedeelten, met inbegrip van de ingang van iedere gelijkvloerse woning in gebouwen zonder lift, die met woningen gelijkgesteld worden, alsmede studio's, flats en studentenkamers;
- 12° parkeerterreinen met minstens 10 plaatsen en gebouwen die voor parkeerruimten bestemd zijn;
- 13° openbare toiletten;
- 14° voetpaden en openbare of privé-ruimten die toegang verlenen tot de in deze § bedoelde gebouwen en infrastructuren, alsook het stadsmeubilair waarmee ze uitgerust zijn".

§ 2. Dit hoofdstuk is niet van toepassing :

- 1° op handelingen en werken in bestaande gebouwen :
 - indien ze geen belangrijke verbouwing tot gevolg hebben;
 - indien de voor het publiek toegankelijke oppervlakte van de in § 1, 10°, bedoelde gebouwen minder dan 150 m² bedraagt;

— indien de handelingen en werken een belangrijke verbouwing tot gevolg hebben en de liftkokers, gangen en overlopen die zich op de verplichte doorgang van personen met verminderde beweeglijkheid bevinden, niet breder zijn dan 90 cm of bij richtingsveranderingen, niet meer dan een diameter van 120 centimeter bewegingsvrijheid toelaten;

— indien de verschillende functies van het gebouw en de sanitaire lokalen toegankelijk blijven voor personen met verminderde beweeglijkheid.

Belangrijke verbouwingen zijn handelingen en werken die de draagstructuur van het gebouw of van de infrastructuur kunnen beschadigen, de bestemming ervan geheel of gedeeltelijk wijzigen of een uitbreiding ervan tot gevolg hebben;

2° op werken voor de vernieuwing van de verharding van de in § 1, 14°, bedoelde voetpaden en openbare of privé-ruimten, voor hun instandhouding of hun onderhoud;

3° indien de onroerende goederen als monument beschermd zijn of op de beschermingslijst opgenomen zijn en, wat de voetpaden en openbare ruimten betreft, op de oppervlakten die onder het algemeen reglement op de bouwwerken vallen dat van toepassing is op de beschermde gebieden van bepaalde gemeenten inzake Stedenbouw, zoals bedoeld in hoofdstuk XVII van titel I, boek IV;

4° op ruimten bestemd voor sociaal-culturele, sport- en toeristische activiteiten, indien ze wegens hun specifieke karakter klaarblijkelijk ontoegankelijk zijn voor personen met verminderde beweeglijkheid. »

Art. 2. In artikel 415/1, eerste lid, inleidende zin, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999, wordt de zin "Alle gebouwen, lokalen of ingesloten ruimten bedoeld in artikel 414 alsmede de lokalen en gebouwen bedoeld onder de punten 2 en 3 van dit artikel beschikken" vervangen door de zin "Onverminderd artikel 414, § 2, beschikken alle gebouwen, gedeelten van gebouwen of ruimten bedoeld in artikel 414, § 1,".

Art. 3. In artikel 415/10, eerste lid, inleidende zin, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999, worden de woorden "180 centimeter op 220 centimeter" vervangen door de woorden "150 centimeter op 150 centimeter".

Art. 4. In artikel 415/16, enig lid, inleidende zin, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999, worden de woorden "De in artikel 414, 3°, bepaalde wegen, ruimten en straatmeubilair" vervangen door de woorden "De voetpaden, de ruimten en het straatmeubilair bedoeld in artikel 414, § 1, 14°".

Art. 5. In artikel 415/16, enig lid, 1°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999, wordt de zin "De helling van deze doorgangsweg bedraagt niet meer dan 2 centimeter per meter" vervangen door de zin "De dwarshelling van deze doorgangsweg bedraagt niet meer dan 2 centimeter per meter".

Art. 6. In artikel 415/16, enig lid, 7°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999, worden de woorden "schuifdeuren en geen kanteldeuren" vervangen door de woorden "geen naar buiten stekende deuren".

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 januari 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET



F. 2001 — 456

[C — 2001/27097]

8 FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, modifiée par la directive 98/15/CE du 27 février 1998;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, modifié en dernier lieu par le décret du 15 avril 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 juin 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 13 septembre 2000;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux contre la pollution, donné le 14 septembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 19 octobre 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'urgence;

Considérant la désignation, par la plupart des régions et pays voisins, comme zone sensible des bassins de la Meuse, de l'Escaut et du Rhin et considérant la nécessité de procéder de la sorte en Région wallonne pour répondre aux exigences européennes;